

«Le WWF n'a pas été récupéré»

CLAUDE MARTIN

Des histoires, Claude Martin en a à raconter! Tigres, éléphants ou présidents, il se sent à l'aise avec les uns et les autres. Sa plus belle équipée, c'est lorsqu'il a entraîné son mouvement écolo pur et dur dans des «alliances amORALES» avec des multinationales. Après treize ans à la tête du WWF International, il a pris sa retraite anticipée à la fin de l'année dernière. Sans regret



– **Quel bilan tirez-vous de ces treize années passées à la tête du WWF International?**

– Cette période a été marquée par le tournant de la Conférence de Rio en 1992. L'environnement a alors été reconnu comme une priorité. Des accords internationaux ont été conclus et les entreprises ont été appelées à s'engager dans une responsabilité sociale et planétaire. Mais, parallèlement, l'aide au développement n'a fait que reculer dans les agendas politiques. Du coup, nous, les ONG, nous ne pouvions plus juste nous battre au niveau des lois, nous devons trouver d'autres moyens pour nous faire entendre. Nous avons abordé les producteurs forestiers (bois, fibres, noix, caoutchouc...) et nous avons établi des



«Si on attaque une société en bloc, on muselle du coup les employés qui partagent nos soucis. Il faut plutôt chercher à augmenter leur pouvoir»

labels garantissant des méthodes correctes.

– **Une révolution pour les ONG?**

– Avant 1992, on se battait contre les multinationales sur le mode de la dénonciation. Depuis Rio, on a plutôt cherché à engager l'économie dans une responsabilité sociale et environnementale. Le WWF a été pionnier dans ce domaine. Mais ces changements ne se sont pas faits sans remous. Au sein du WWF aussi, il y a eu de chaudes discussions. On nous a accusés de «pactiser avec l'ennemi». Pourtant, beaucoup d'ONG ont réalisé qu'il fallait faire le pas. Aujourd'hui, nous sommes convaincus que, pour faire bouger les choses, il faut engager simultanément les gouvernements,

l'économie et les populations.

– **Mais n'avez-vous pas été récupérés par les multinationales?**

– Nous sommes très conscients de ce

risque. En dix ans, nous avons développé des règles du jeu sophistiquées: l'entreprise doit avoir un comportement éthique et écologique, elle doit veiller à diminuer les émissions de CO². La porte du PDG doit être ouverte, à nous et à ses employés. Autre point capital: certaines entreprises se profilent en utilisant le logo des écolos, c'est le fameux «greenwash» (verdissement). Dans nos partenariats, nous sommes les seuls habilités à utiliser notre logo.

– **Quelles sont vos plus belles réussites?**

– Notre partenariat avec Lafarge, le leader mondial des matériaux de construction. Il y a huit ans, certains de ses collaborateurs en avaient assez des plaintes des populations qui réclamaient le reboisement des carrières. Ils ont fait pression sur leur PDG, Bertrand Collob, qui nous a contactés. Lafarge fabrique aujourd'hui un ciment qui émet beaucoup moins de CO² et nous nous occupons de reboiser leurs carrières.

Autre réussite: notre coopération avec Nokia sur la formation du personnel. Les employés sont primordiaux dans l'évolution d'une boîte. Si on attaque celle-ci en bloc, on muselle du coup les employés qui partagent nos soucis. Il faut plutôt chercher à augmenter leur pouvoir.

– **Et les compagnies pétrolières?**

– Le pétrole, c'est vraiment le secteur le plus difficile. Nous sommes en dialogue avec Shell, BP, Chevron, mais nous n'avons aucun partenariat. Nous avons eu une affaire très dure avec Shell, qui mène un énorme projet sur l'île de Sakhaline, à l'est de la Russie. La société veut établir une plate-forme près d'une zone où viennent se nourrir les dernières baleines grises (il n'en reste plus qu'une centaine). Malgré nos recommandations, Shell n'a pas voulu déplacer cette plate-forme. Nous les avons alors critiqués ouvertement et nous dissuadons activement les banques de financer le projet.

– **On vous reproche de vous soucier plus des animaux que des humains.**

– Ça pouvait être le cas dans le passé, ça l'est de moins en moins. Depuis 1992, nous avons intégré dans nos programmes les peuples autochtones. C'est vrai qu'au Botswana le gouvernement a déplacé des Bushmen pour établir des réserves naturelles. Nous ne nous sommes pas mobilisés pour les défendre, mais nous ne sommes pas pour autant responsables. Souvent, la situation est très complexe et nous n'avons pas toutes les cartes en main. A part ça, c'est quand même grâce à nos luttes que bien des forêts ont été sauvées.

– **La conférence sur le climat qui s'est tenue à la fin de l'an dernier à Montréal?**

– Elle a permis d'instaurer un cadre pour limiter les émissions de CO². Tous les pays sont tombés d'accord pour négocier des réductions futures. Sauf les Etats-Unis, bien sûr, mais, de ce côté, c'est désespéré. On travaille plutôt avec les Etats et les villes de ce pays.



PROFIL Claude Martin

| | |
|----------------------|--|
| Naissance | 1945 à Zurich. |
| Origine | Se considère hybride helvète typique, citoyen de Val-de-Travers, de mère suisse alémanique, élevé à Zurich. |
| Formation | Doctorat en biologie. |
| Fonction | Directeur général du WWF International depuis 1993 jusqu'à la fin de l'an dernier. En retraite anticipée, il reste membre de divers conseils de l'institution. |
| Il aime | Vivre à la montagne et son chalet dans le Val-de-Travers. |
| Il n'aime pas | La politique suisse actuelle, «sans vision ni ambition», et la télévision. |

Un écolo dans la cour des grands

– **Vous êtes conseiller pour la Chine, l'un des pays les plus pollueurs de la planète.**

– Je fais partie du China Council, qui réunit 30 experts internationaux et 20 Chinois. Cet organisme, financé par le Canada, se réunit chaque année à Pékin. Il a beaucoup d'influence sur la politique environnementale du pays.

– **Les décisions qui en résultent pourraient-elles faire un jour de la Chine le pays le plus avancé du monde sur les questions d'environnement?**

– Il y a toutefois un danger lié à l'immensité de ce pays et à son système centralisé: en voulant résoudre ses problèmes internes de manière radi-

cale, le gouvernement risque de les exporter. Un exemple: après les inondations du Yang-Tsé en 1998, la Chine avait interdit toute exploitation de bois. Outre le chômage, cette mesure avait fait de la Chine le plus grand importateur de bois d'Asie. Avec des conséquences écologiques catastrophiques en Malaisie et en Indonésie.

– **Vous avez un carnet d'adresses impressionnant...**

– Qui m'a beaucoup servi pour faire avancer la cause. C'est ainsi, par exemple, que nous avons conclu un accord avec James Wolfensohn, ancien directeur de la Banque mondiale, et Enrique Cardoso, ex-

président brésilien, pour protéger plus de forêts en Amazonie. C'est le contrat le plus important qui a été conclu à Johannesburg en 1998.

– **Les rencontres qui vous ont le plus marqué?**

– Le face-à-face avec des tigres dans la jungle indienne. Je suis l'employé du WWF qui a rencontré le plus de tigres à pied. J'ai aussi beaucoup apprécié le prince Philip, qui était président du conseil de fondation. J'ai voyagé avec lui dans le bassin du Congo, nous avons dormi sous tente. La reine Noor de Jordanie, qui a été membre de notre conseil, m'a aussi beaucoup impressionné.